

Projet présenté par le Conseil d'Etat

Date de dépôt : 8 novembre 2012

Projet de loi

de bouclement de la loi N° 9362 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 3 900 000 F pour financer le renouvellement de la caméra à positons des Hôpitaux universitaires de Genève

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

Art. 1 Bouclement

Le bouclement de la loi N° 9362 du 17 décembre 2004 se décompose de la manière suivante :

- Montant voté	3 900 000 F
- Dépenses réelles	3 900 000 F
Non dépensé	0 F

Art. 2 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Anja WYDEN GUELPA

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

La loi 9362 du 17 décembre 2004 ouvrait un crédit de 3 900 000 F permettant aux Hôpitaux universitaires de Genève de procéder au renouvellement de la Gamma-caméra à positons. Ce crédit a été utilisé comme suit :

- montant voté	3 900 000 F
- dépenses réelles	3 900 000 F
- non dépensé	0 F

Compte tenu de la durée réduite de ce projet, le renchérissement, non budgété, n'a pas impacté les dépenses et le crédit alloué a permis de réaliser l'ensemble des travaux et investissement conformément au projet de loi.

Le montant du non dépensé s'élève à 11 F. Compte tenu de la faiblesse de ce montant et du fait que pour d'autres projets les excédents ont été pris en charge par le budget des Hôpitaux universitaires de Genève, le solde non dépensé de 11 F reste attribué aux Hôpitaux universitaires de Genève.

Pendant plusieurs années, le service de médecine nucléaire des Hôpitaux universitaires de Genève a accompli un travail de pionnier mondialement reconnu dans le développement de la technologie des caméras à positons. Ce nouvel appareillage peut à la fois valoriser le rôle de la médecine nucléaire et celui de la radiologie dans le domaine de l'oncologie offrant aux Hôpitaux universitaires de Genève des moyens diagnostiques performants au bénéfice des patients.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexe :

Préavis technique financier



REPUBLIQUE ET
CANTON DE GENEVE

PREAVIS TECHNIQUE FINANCIER

Ce préavis technique ne préjuge en rien des décisions qui seront prises en matière de politique budgétaire.

1. Attestation de contrôle par le département présentant le projet de loi

- Projet de loi présenté par le département des affaires régionales, de l'économie et de la santé.

- Objet :

Projet de loi de bouclage de la loi No 9362 accordant une subvention d'investissement de 3 900 000 F pour financer le renouvellement de la caméra à positons des Hôpitaux universitaires de Genève.

- Financement :

Pour un montant total voté de 3 900 000 F, les dépenses brutes effectives s'élèvent à 3 900 000 F. Aucune économie ni dépassement n'est à constater.

- Annexes au projet de loi :

Préavis technique financier.

- Remarques :

Ce projet de loi de bouclage n'est pas conforme aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière (D 1 05) car le bouclage intervient après les 24 mois prescrit lorsque l'ouvrage a été remis ou à l'achèvement des travaux, ou après les 36 mois suivant le vote du crédit si celui-ci n'a pas été utilisé ou si le projet est abandonné.

Sous réserve des remarques précédentes, le département atteste que le présent projet de loi est conforme à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF), à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), au manuel de comptabilité publique édité par la conférence des directeurs cantonaux des finances (NMC) pour les charges et les revenus de fonctionnement, au manuel de comptabilité publique MCH2 pour les dépenses et les recettes d'investissement, et aux procédures internes adoptées par le Conseil d'Etat.

Genève, le 8.10.2012

Signature du responsable financier :

Dominique RITTER
DIRECTEUR DU SERVICE FINANCIER

2. Approbation / Avis de la direction des investissements

Cette loi entre dans le cadre de l'opération lancée fin 2011 - début 2012 du bouclage d'un grand nombre de lois et a été identifiée comme tel lors du bouclage des comptes 2011 (tome 3).

Genève, le 4 octobre 2012

Signature du responsable financier : A. ROSSET

3. Approbation / Avis du département des finances

De manière générale, le visa du DF rendu dans le cadre du préavis d'un projet de loi de bouclage ne peut être considéré comme un contrôle a posteriori des dépenses d'investissement réalisées. En ce sens, il appartient aux départements compétents de justifier l'usage des crédits dépensés, de vérifier les dépenses et d'en assumer la responsabilité.

Genève, le 4 octobre 2012

Visa du DF :

B. W. Koudis
Eve Vaissade Koudis

N.B. : Le présent préavis technique est basé sur le PL et son exposé des motifs.